(1)

(N° 120.)

SENAT DE BELGIQUE.

SEANCE DU 24 MAI 1856.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif à la Conver- sion en un fonds à 4 1/2 p. c. de l'Emprunt de 26,000,000 de francs à 5 p. c., qui a été con- tracté en vertu de la loi du 20 décembre 1851.

(Voir les N°s 230 et 249 de la Chambre des Représentants, et le N° 98 du Sénat.)

Présents : MM. le Comte COGHEN, CASSIERS, D'HOOP, BERGH, MAERTENS
ET COGELS.

MESSIEURS,

Le principe de la Conversion, c'est-à-dire le droit acquis au Gouvernement d'offrir le remboursement de sa Dette, lorsque la position financière le lui permet, a été positivement reconnu.

Ce principe, longtemps combattu en France, parce que là, il y avait eu, pour la partie la plus ancienne de la Dette, des réductions successives de capital qui donnaient au remboursement le caractère d'une nouvelle banqueroute, ce principe, disons-nous, ne saurait être contesté en Belgique.

Déjà, à deux différentes reprises, on en a fait l'application.

La première fois, en 1844, avec un plein succès, car alors aucun remboursement n'a été demandé.

La seconde fois, en 1852, avec une réussite moins complète, parce qu'alors la situation financière de l'Europe, en général, et de la Belgique, en particulier, étaient moins favorables, mais toutefois de manière à produire une économie fort notable dans le service de la Dette publique.

La Conversion qu'on vous propose d'autoriser aujourd'hui ne doit porter que sur la partie non amortie de l'Emprunt de 26,000,000 de francs contracté en vertu de la loi du 20 décembre 1851.

C'est la seule dette à 5 p. c. qui figure encore à notre Budget.

La somme n'est pas considérable, et dès lors l'opération peut être tentée avec d'autant plus de sécurité.

Cependant les conversions sont essentiellement des questions d'opportunité; leur succès dépend tout à fait du choix d'une époque convenable.

Ainsi, lorsque la stagnation des affaires, la grande abondance des capitaux disponibles, ont fait baisser le taux de l'intérêt sur les principaux marchés,

et ont rendu ainsi les placements plus ou moins difficiles, alors le succès de l'opération est assuré.

Mais, dans des moments où la fièvre de l'agiotage s'est emparée des esprits, qu'une crise peut être provoquée par le moindre événement, alors une tentative de conversion pourrait être entourée de grands dangers, car un échec quelconque porte toujours au crédit public une atteinte dont il ne se relève qu'au bout d'un certain temps.

C'est donc l'opportunité ou le choix du moment qui domine toute la question, et c'est là ce qui doit nous engager aussi à accorder au Gouvernement l'autorisation tout à fait éventuelle qu'il demande, afin que, si une occasion très-favorable se présente, il puisse la saisir aussitôt.

En Angleterre, ces mesures sont ordinairement proposées, discutées et votées en un seul jour, et mise à exécution sans délai.

Nos formes parlementaires ne se prêtent pas à cette marche si rapide; il faut donc préparer ces mesures à l'avance.

D'après le Projet de Loi qui vous est soumis, la Conversion ne pourra avoir lieu qu'en titres 4 1/2 p. c. au pair. Cependant le Gouvernement se réserve la faculté d'accorder une prime aux détenteurs d'obligations 5 p. c. qui n'auront pas demandé le remboursement.

L'importance de cette prime n'est pas limitée par la loi, mais M. le Ministre des Finances a déclaré, à la Section Centrale de la Chambre des Représentants, qu'en aucun cas elle ne dépassera 1 p. c. du capital à convertir.

L'amortissement annuel du nouveau fonds de 4 1/2 p. c. sera réduit à 1/2 p. c. Ce fonds sera garanti contre le remboursement pendant 8 années.

Les autres articles de la loi sont réglementaires et empruntés aux lois déjà votées dans des circonstances analogues.

Votre Commission des Finances, à l'unanimité des membres présents, a l'honneur de vous proposer l'adoption du Projet de Loi et d'en déclarer l'urgence.

Le Président Rapporteur,
ED. COGELS.